

Des institutions démocratiques traditionnelles aux mouvements sociaux

1. Besoin de nouveaux mécanismes et de nouveaux acteurs

La démocratie, en tant que pouvoir issu du peuple (c'est en lui que réside toute souveraineté), nous place tous en tant que sujets de notre histoire collective. De par le statut de liberté, de dignité et d'autonomie, il nous revient ainsi d'aider à façonner la société à chaque moment de l'histoire.

Face à des pouvoirs de plus en plus éloignés des citoyens et incapables de satisfaire leurs besoins essentiels, on est arrivé dans les années 70 et 80 au désir de ré-affirmer le statut fondamental de notre condition historique et en voulant, par des gestes nouveaux, approfondir le sens de la démocratie à notre époque.

On est ainsi amenés à la conviction que la démocratie perd son lien intrinsèque au peuple si elle ne met pas en lumière les deux grands principes qui animent aujourd'hui tout essai de renouvellement de la démocratie.

- La politique appartient à tous.
- La politique est de tous les jours.

Est-ce réaliste de l'affirmer? Est-ce possible de le mettre en pratique?

Il faut dire clairement qu'en dehors des périodes de grandes manifestations populaires qui conduisent à l'instauration ou à la restauration de la démocratie, nous avons butté jusqu'à maintenant à la résistance qu'offrent les institutions de la démocratie représentative aux expressions nouvelles de pouvoir des citoyens.

En effet, pour donner corps au pouvoir de tous les citoyens, il a fallu trouver des mécanismes adéquats. C'est



Ainsi les partis politiques sont accusés de l'appropriation des institutions démocratiques. Leur main-mise sur les différents rouages de la prise-de-décision est devenue tellement grande qu'il devient facile de les voir comme la seule expression légitime de la démocratie. D'où le barrage qu'ils font à la création d'institutions permettant l'exercice de la démocratie directe. D'où - comme affirmation pour la sauvegarde de l'esprit démocratique - la phrase courante: les partis politiques n'épuisent pas la signification de la démocratie.

Les partis politiques sont devenus aussi, aux yeux des analystes politiques, des mécanismes de promotion sociale. La classe politique créant entre ses membres un esprit de protection mutuelle, elle se détache de plus en plus de la vie réelle, jusqu'à ignorer les transformations sociales, technologiques, géo-politiques. D'où la perception qui de plus en plus se fait jour de l'importance de l'exercice non-professionnalisé de la politique.

Fundação Cuidar o Futuro

En se cristallisant sur des questions traditionnelles qui font corps avec l'idée de croissance continue, les partis politiques ont élaboré leurs programmes et tenu leurs campagnes avec des déclarations périmées et en faisant des promesses qu'ils ne peuvent pas honorer s'ils arrivent au pouvoir. Une grande fragilité gouvernative découle de cette situation. D'où l'émergence de nouveaux lieux où se posent les questions réelles de chaque société ainsi que l'essai, dans le cadre même des partis politiques, d'un nouvel agencement des forces politiques.

Apparemment nés dans un cadre strictement national, les partis politiques se trouvent renforcés par des structures internationales auxquelles ils se rallient et qui leur servent d'appui technique et, souvent, financier. Ceci crée une dépendance à l'égard d'intérêts extérieurs à chaque pays qui ne va pas sans poser de sérieux problèmes pour l'autonomie des Etats. D'où la recherche de nouvelles formes d'interdépendance.



44

2.2

2. Urgence de clarification des nouveaux enjeux dans la société

Comment sommes-nous arrivés à une telle situation? Si la démocratie est une exigence de l'expression de la liberté et des droits des citoyens, si le pluralisme des options politiques exprime cette même liberté, comment pouvons-nous comprendre le processus que je viens de décrire, sans nier pour autant le rôle fondamental qui revient aux partis politiques?

Un fait décisif est à la racine de ces problèmes: la démocratie et l'industrialisation ont été deux phénomènes parallèles en Europe où ils sont nés. Ils ont coïncidé dans le temps et se sont mutuellement renforcés.

Or l'industrialisation était axée sur le postulat d'une croissance économique continue, d'une meilleure vie pour tous, d'un "toujours plus" qui ne tenait qu'à la bonne gestion des décideurs et à leur sens de justice sociale. Le développement de l'Hémisphère Sud, l'aide au développement de la part des pays riches et les concepts déterminant l'action de la majorité des dirigeants des pays du Sud - tout puisait ses principes pour l'action à la même source.

Ce postulat naissait d'un mythe: le caractère illimité des ressources naturelles.

Dans un tel contexte idéologique, la démocratie se concentrait sur l'évolution de ses institutions strictement politiques. Elle n'avait pas à se donner les buts; au contraire, elle se prenait pour un but, car, sans l'avouer, elle n'envisageait ses finalités sociétales que comme l'équivalent de la gestion de la croissance.

Aujourd'hui, la situation a complètement changé. La démocratie se trouve face à des ressources naturelles limitées. Elle se trouve aussi face à des droits sociaux, économiques et culturelles acquis par les citoyens pendant la pé-

Fundação Cuidar o Futuro



riode de croissance. Il lui revient, cependant, de gérer une situation de "rareté" et de profond bouleversement des moyens de production et des produits mis dans le marché en correspondance avec la demande du nouveau type de société. C'est une situation inédite à laquelle les dirigeants politiques n'ont pas encore été capables de faire face.

De là découle une relation impérative entre démocratie et processus social et économique, entre démocratie et développement.

Si la croissance n'est plus évidente et la démocratie doit se donner des buts, il faut que la démocratie trouve des finalités propres non seulement au niveau politique mais aussi au niveau économique, social et culturel. Elle n'est adéquate à la résolution des problèmes de notre époque que dans la mesure où elle comporte ces différents volets.

D'ailleurs, déjà au plan international, dans le cadre de l'Assemblée Générale des Nations Unies, un tel rapport a été établi lors de l'adoption des deux Pactes qui explicitent la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme: le Pacte des droits civiques et politiques, d'un côté, et le Pacte des Droits sociaux, économiques et culturels, de l'autre côté. Dans le Préambule commun aux deux Pactes, il est clairement affirmé que les deux types de droits sont interdépendants.

La démocratie, comme cadre institutionnel où s'expriment les droits des citoyens, ne peut donc escamoter le grand domaine dont relèvent ces "nouveaux" droits, à savoir, le développement.

En effet, le processus de développement est un processus à trois dimensions: le développement économique, le développement social et le développement culturel.

